



La surenchère guerrière de Trump pourrait porter le coup de grâce à l'architecture financiarisée de l'Occident

Des rues de Paris au détroit d'Ormuz, les économies libérales occidentales sont prises au piège qu'elles ont elles-mêmes tendu

Alastair Crooke

lun. 26 oct. 2026 8 min de lecture

Un peu partout grandit le sentiment que le projet économique libéral de l'Occident vacille sur ses fondements mêmes, et c'est dans les rues de Paris que ce malaise s'est exprimé avec le plus d'éclat. Mais on le constate également aux États-Unis, où l'engagement du président Trump en faveur de la guerre contre l'Iran semble avoir compromis les chances des républicains lors des élections de mi-mandat du mois

prochain. Personne ne peut deviner comment Trump choisira de gouverner si les électeurs se retournaient contre lui personnellement ; toutefois, il faut s'attendre à une présidence colérique, frustrée et imprévisible au cours des deux prochaines années.

La clé pour comprendre les turbulences européennes actuelles réside peut-être dans les événements de 2024 : le cycle électoral français avait débuté par un scrutin européen, au cours duquel le *Rassemblement national* (RN), parti de droite dirigé par Le Pen, avait remporté une victoire décisive. Le RN a remporté 30 sièges (31,37 % des voix), tandis que la coalition *Ensemble* (celle du président Macron) n'en a obtenu que 13 (14,6 % des voix).

Suite à la sévère défaite de sa coalition centriste, Macron a immédiatement dissous l'Assemblée nationale française et déclenché des élections législatives anticipées. Ces élections anticipées ont abouti à une situation sans précédent de « parlement sans majorité », divisé en trois blocs politiques principaux, aucun groupe ne parvenant à obtenir les 289 sièges nécessaires à la majorité absolue. C'était et cela est resté une impasse

Alors que le *Rassemblement national* de Le Pen était arrivé en tête au premier tour, les désistements de candidats centristes et de gauche au second tour ont modifié le paysage final grâce à une « astuce » (légitime) de vote tactique dans certaines circonscriptions, destinée à empêcher le RN de l'emporter malgré son avance.

Les récentes violences à Paris sont liées aux résultats de ces élections françaises de 2024 — Le scrutin a donné lieu à un parlement fracturé et dans l'impasse, que Macron espérait manipuler. Cela a alimenté la colère grandissante du public face au refus de l'élite dirigeante européenne d'assumer la responsabilité des erreurs qui avaient conduit à la crise économique européenne plus large.

Les aspects clés de la crise française — immigration incontrôlée, défaillance des services publics et pressions croissantes sur le coût de la vie — sont communs à pratiquement toutes les grandes économies libérales. En bref, bien que les problèmes économiques associés aux États occidentaux puissent sembler présenter chacun des caractéristiques nationales propres, ils ont tous des racines plus profondes qui tiennent à la réponse financiarisée apportée par l'Occident à la grande crise financière de 2008.

Le fait est que ces contradictions et tensions atteignent désormais leur paroxysme à travers les conflits interdépendants en Ukraine, en Iran et entre le Yémen et l'Arabie saoudite, qui risquent de faire basculer la crise économique en une crise financière d'une tout autre ampleur, susceptible d'aboutir à un effondrement systémique.

La poussée de la crise vers son paroxysme résulte de la poursuite simultanée de deux objectifs contradictoires : d'une part, le maintien d'États-providence coûteux, et d'autre part, le fait de se livrer à des guerres destinées à préserver la place de l'Occident, [selon Marco Rubio](#), à la «*tête du monde*». Ce sont ces guerres qui – comme on pouvait s'y attendre – ont provoqué la flambée du coût de la vie qui met à mal le budget de la plupart des États à économie libérale.

L'erreur de jugement de Trump en déclenchant une guerre contre l'Iran a fait grimper en flèche les pressions sur le coût de la vie, en raison de la flambée des prix du carburant et de l'énergie, ce qui a à son tour exercé une pression à la hausse soutenue sur les taux d'intérêt et le marché obligataire. La poursuite par Trump (quoique avec des revirements incessants) de la guerre en Ukraine — dont le fardeau financier a été transféré à l'Europe — a tout simplement fait exploser les limites budgétaires européennes.

Les pressions budgétaires sont manifestes partout, en Europe et au-delà, et grignotent profondément d'autres postes de dépenses publiques, tels que l'éducation et les soins de santé. Dans le même temps, de vastes pans des bastions industriels européens ont été dévastés. Le chômage, en particulier chez les jeunes, a explosé. À elle seule, l'Allemagne a perdu près d'un demi-million d'emplois industriels au cours des six dernières années. Ni l'Europe, ni les États-Unis ne sont aujourd'hui globalement compétitifs en termes de prix. L'inflation énergétique a rendu inaccessibles de nombreux marchés d'exportation mondiaux.

Partout dans le monde occidental, la légitimité de la classe politique est en chute libre. Le désespoir et la colère populaires ne cessent de croître. Le ressentiment bouillonne. Il a d'abord explosé en France, mais d'autres pays en feront l'expérience à leur tour.

La crise arrive à son paroxysme. L'Iran et AnsarAllah ont refermé leur piège énergétique sur Trump. Il n'y a pas d'issue facile ni évidente à cette situation. En effet, si elle est mal gérée par une escalade militaire américaine ou israélienne, la guerre aggraverait considérablement la crise économique occidentale, l'Iran ripostant contre les infrastructures énergétiques du Golfe. Et compte tenu des délais considérables nécessaires à toute reconstruction d'infrastructures pétrolières hautement complexes, il est certain qu'une pénurie structurelle de carburant entraînera des dommages croissants aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Il en va de même pour les attaques d'AnsarAllah contre [les infrastructures énergétiques saoudiennes](#).

Dans le cas de l'Ukraine, la mauvaise interprétation habituelle de la Russie par l'Europe a conduit cette dernière dans un piège de son propre chef. En 2022, les dirigeants européens ont embrassé l'Ukraine et Zelensky, voyant dans l'Ukraine un projet libéral putatif fondé sur des normes, susceptible de donner à l'Europe le sens et la raison d'être qui faisaient défaut tant à l'OTAN qu'à l'UE. Bien sûr, la perspective que le siège des sanctions européennes puisse finalement détrôner le président Poutine – bien que mal jugée – offrait la perspective alléchante d'ouvrir le pétrole et les matières premières rares russes à l'exploitation européenne.

« L'effet concret de tout cela », écrit Aurélien, « a été que l'Europe s'est montrée de plus en plus désireuse de coloniser un espace politique qui avait historiquement été contrôlé par la Russie », mais qui allait désormais être intégré à l'« espace » libéral en expansion situé à l'ouest de la Russie. L'hostilité russe envers ces ambitions européennes explicites a été attribuée de manière tendancieuse à la nostalgie de la Russie pour son empire.

Pourtant, comme *Aurélien le fait remarquer*,

« les Russes ne percevaient pas du tout ainsi la période qui a suivi le milieu des années 1990. Ce qu'ils voyaient, c'était la perte de contrôle d'un espace stratégique qui leur était auparavant précieux, sans moyen évident de le récupérer ». C'est pourquoi les idées de « cessez-le-feu » et de division géographique de l'Ukraine n'ont abouti à rien et n'aboutiront à rien. La donne a changé, et les enjeux sont bien plus importants qu'auparavant. En 2022, les Russes auraient probablement accepté une Ukraine véritablement neutre, sans forces stationnées et dont les extrémistes nationalistes seraient exclus du gouvernement ».

« Il n'y a plus aucune chance que cela se produise aujourd'hui, et j'interprète les bombardements actuels de Kiev comme s'inscrivant dans une stratégie opérationnelle visant à détruire le pays en tant qu'entité viable – de sorte qu'il ne puisse plus servir à l'avenir de base pour des opérations militaires. Les ponts, les systèmes de communication, les ports, la production et la distribution d'électricité, les réseaux de transport, les installations industrielles et les aéroports, entre autres, seront détruits... Rien n'indique que l'Occident comprenne cela. Il ne le comprendra pas – car il ne se rend pas compte que la stratégie russe a désormais largement dépassé le cadre de l'Ukraine – et vise à écarter le spectre d'une attaque potentielle depuis « l'espace » à l'ouest de la Russie pendant au moins une génération, voire plus ».

C'est là le piège qui existe et qui relie tous ces conflits en apparence distincts : l'ambition de l'Occident de « *conserver sa place à la tête du monde* », née d'une réalité de déclin et de « faillite » budgétaire.

Le projet ukrainien s'est heurté à un mur ; non seulement sur le champ de bataille, mais aussi parce que l'Europe est financièrement « ruinée ». Il est hors de question que l'Europe déboursent **encore** 155 milliards de dollars.

De même, il est impossible que les économies sociales libérales occidentales puissent survivre à une guerre prolongée contre l'Iran et les Houthis. Les Européens sont au bord du gouffre économique. L'Occident est-il prêt à aggraver le risque d'une révolution violente simplement pour éviter d'avoir à capituler face à l'Iran ou à la Russie ? *La surenchère guerrière de Trump pourrait porter le coup de grâce à l'architecture financiarisée de l'Occident.*

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Trump, Donald ÉTATS-UNIS